ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 589

Texte de la question

RYTHMES SCOLAIRES

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe écologiste.

Mme Barbara Pompili. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, vous venez d'évoquer l'allongement de deux semaines de l'année scolaire, afin d'offrir aux élèves les conditions les plus propices aux apprentissages. Cette perspective s'inscrit dans la continuité de la réforme globale que vous portez.

Grâce à la semaine de cinq jours, les élèves français bénéficieront d'un nombre de journées de cours comparable à celui de leurs camarades européens ainsi que d'un rythme de travail adapté aux standards reconnus par tous les spécialistes de l'enfance. *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-Christophe Lagarde. Tu parles !

Mme Barbara Pompili. Permettez-moi de vous faire part du soutien déterminé des écologistes à cet objectif. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes écologiste et SRC.)*

Le changement, c'est toujours perturbant. Le changement, c'est toujours difficile à mettre en oeuvre ; mais pour l'école, le changement, c'est maintenant, et ce n'est pas nous qui allons nous en plaindre. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes écologiste et SRC.)*

D'abord, parce qu'il y va de l'intérêt des élèves. Alors que tous les indicateurs pointent un creusement des inégalités scolaires et un décrochage de notre enseignement par rapport aux autres pays européens, le *statu quo* est inenvisageable.

Ensuite, parce que ce changement de calendrier permet de faire évoluer les pratiques pédagogiques et s'accompagne de moyens nouveaux, notamment au niveau des personnels et via le fonds d'accompagnement. Si nous plaidons pour la pérennisation de ce fonds, et surtout pour une péréquation afin de réduire les inégalités entre territoires,...

M. Guy Geoffroy. C'est ça !

Mme Barbara Pompili. ...n'oublions pas que c'est la première fois que l'État cofinancera le périscolaire. Monsieur le ministre, laissons les polémistes polémiquer, laissons la droite qui a cassé l'école hier *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur quelques bancs des groupes écologiste et SRC)* tenter de se refaire une santé politique en instrumentalisant les craintes qui s'expriment, et venons-en au fond : pouvez-vous nous préciser comment et selon quel calendrier vous entendez mener la concertation pour aboutir enfin à une remise à plat d'un calendrier global de l'année scolaire qui n'est pas plus adapté à la vie des familles qu'à l'intérêt des enfants ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale.* Madame la députée, vous avez eu raison de rappeler que la situation faite aux élèves de France est unique au monde et leur est préjudiciable : ils n'ont que cent quarante-quatre jours de classe par an et des journées de cours surchargées.

M. Christian Jacob. Et le ministre de l'éducation nationale est une deuxième calamité !

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale.* Cette situation explique la baisse des performances scolaires de nos élèves, qui ne cesse malheureusement de se vérifier étude après étude, ainsi que l'accroissement des inégalités entre ceux qui réussissent le mieux et les autres : à l'entrée au collège, on compte 25 % d'élèves en difficulté, et 35 % dans les zones les plus sensibles.

C'est pourquoi le Président de la République et le Premier ministre ont décidé de faire de la refondation de l'école une priorité : priorité à l'école primaire ; remise en oeuvre d'une formation des maîtres ; nouveaux systèmes d'orientation.
Il faut avoir le courage de faire ce que l'on dit, c'est-à-dire mener jusqu'au bout la réforme des rythmes.
M. Xavier Bertrand. Ben voyons !
M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale.* J'ai été très étonné de voir qu'un Premier ministre de la France, qui a été le responsable de la semaine de quatre jours et de la suppression de la formation des enseignants, était capable de dire que notre réforme se faisait sans concertation *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste)* et dans la précipitation, alors que j'ai précisément demandé d'organiser une concertation, et que celle-ci s'engage en 2015. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)* Le mensonge ne saurait faire une politique ; c'est ce qui fait l'échec des politiques, en l'occurrence de la vôtre. La vérité de notre attitude - et je vous remercie de votre soutien - servira de l'intérêt des élèves et l'intérêt de la France.
M. Bernard Accoyer. Niet ! Niet ! Niet !

Données clés

Auteur : Mme Barbara Pompili
Circonscription : Somme (2e circonscription) - Écologiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 589
Rubrique : Enseignement maternel et primaire
Ministère interrogé : Éducation nationale
Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 27 février 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 février 2013